OTTAWA CONVENTION CENTRE

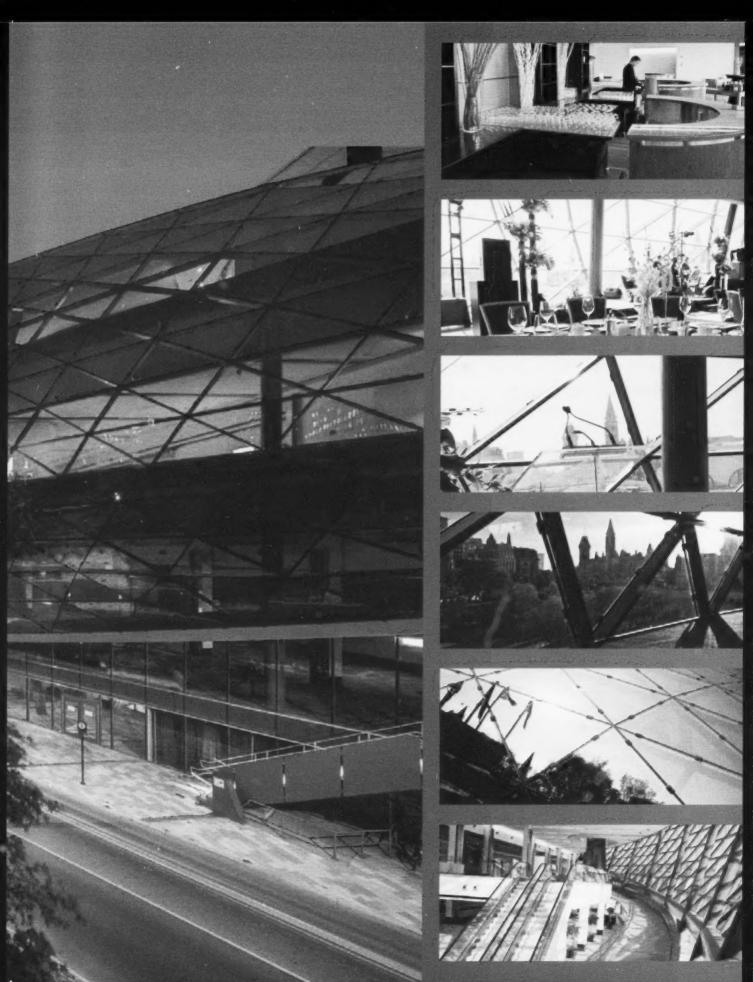


CENTRE DES CONGRÈS D'OTTAWA

An Agency of the Government of Ontario

Un organisme du gouvernement de l'Ontario

RAPPORT ANNUEL 2012-2013









Équipe de la haute direction

PATRICK KELLY

PRÉSIDENT

PAUL KEOGH

VICE-PRÉSIDENT PRINCIPAL

DAN YOUNG

VICE-PRÉSIDENT. FINANCES ET ADMINISTRATION

JENNIFER McCRARY

DIRECTRICE GÉNÉRALE

Conseil d'administration du CCO

JIM DURRELL (PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION) DU 25 OCTOBRE 2006 AU 24 OCTOBRE 2013

BERNIE ASHE

DU 23 OCTOBRE 2008 AU 31 DÉCEMBRE 2013

DICK BROWN

DU 11 AVRIL 2006 AU 10 AVRIL 2012

DALE CRAIG

DU 18 AVRIL 2007 AU 17 AVRIL 2013

DAVID GOLDSTEIN

DU 14 NOVEMBRE 2012 AU 13 NOVEMBRE 13 2013

CYRIL LEEDER

DU 28 MARS 2001 AU 31 DÉCEMBRE 2013

JOANNE LEFEBVRE

DU 17 MAI 2006 AU 16 MAI 2012

CHARLES MEROVITZ

DU 15 NOVEMBRE 2006 AU 14 NOVEMBRE 2012

BILL MILLIKEN

DU 17 MAI 2006 AU 16 MAI 2012

PATRICK W. MURRAY

DU 16 AVRIL 2008 AU 15 AVRIL 2014

PATRICIA PARULEKAR

DU 9 MAI 2007 AU 8 MAI 2013

MARY PITT

DU 11 OCTOBRE 2006 AU 10 OCTOBRE 2013

MARC SEAMAN

DU 15 AOÛT 2012 AU 14 AOÛT 2015

JIM WATSON

DU 26 JANVIER 2011 AU 31 DÉCEMBRE 2014



Message du président du conseil d'administration



Notre deuxième année d'exploitation suivant notre réaménagement n'a fait que confirmer la place qu'occupe le Centre des congrès d'Ottawa à titre de contributeur majeur pour l'économie d'Ottawa et partenaire clé des entreprises locales. Le CCO a tenu 57 congrès et salons professionnels en 2012, et ces événements ont attiré au moins 25 % de participants provenant de l'extérieur de la région d'Ottawa/ Gatineau. Pendant l'année civile 2012, ces événements ont attiré 54 400 personnes de l'extérieur de la ville, permettant d'injecter environ 101 millions de dollars dans l'économie de la ville et de générer plus de 38 millions de dollars en recettes fiscales pour les trois niveaux de gouvernement,

L'exercice financier 2012-2013 fut marquant pour le CCO puisque nous avons recu officiellement notre certification LEED Or du Conseil du bâtiment durable du Canada. De plus, en avril 2012, le CCO a obtenu la certification Or des normes de qualité de l'AIPC (Association Internationale des Palais des Congrès). Le programme de normes cerne et analyse dix domaines clés : le service à la clientèle, la qualité des installations et des opérations, les relations avec les employés, la santé, la sécurité, l'intervention d'urgence, l'intégrité financière, les relations communautaires, la responsabilité environnementale, les relations avec l'industrie et les relations avec les fournisseurs. Le processus s'est avéré un excellent exercice promouvant l'esprit d'équipe puisqu'il exigeait la collaboration de tout le personnel de direction,

Bien que notre conseil d'administration soit demeuré intact pendant notre première année d'exploitation afin de veiller à une transition sans heurt du réaménagement à l'exploitation, l'exercice 2012 a apporté son lot de changements, alors que le mandat de six membres prenait fin : Dick Brown, Bill Milliken, Dale Craig, Patricia Parulekar, Joanne Lefebvre et Chuck Merovitz ont quitté leurs fonctions après avoir rempli au moins deux mandats à titre de directeurs. Ce fut pour moi un honneur et un plaisir de travailler avec ce groupe exceptionnel d'hommes et de femmes au cours des six dernières années.

Tourisme Ottawa et la Commission canadienne du tourisme (CCT) continuent d'être de précieux partenaires pour nos programmes de ventes de congrès et de marketing. Le CCO travaille aussi étroitement avec l'Association de l'industrie touristique du Canada pour définir et relever les défis qui touchent notre secteur, comme les besoins de financement de la CCT, les redevances aéronautiques et les politiques de demande de visas.

Je suis très fier des efforts et réalisations des membres de la direction et du personnel du CCO et c'est avec une grande confiance que j'entrevois des résultats tout aussi remarquables au cours des années à venir.

Jim Durrell

Président du conseil d'administration

Message du président



Maintenant que l'exercice financier 2012-2013 est derrière nous, je suis très heureux des progrès réalisés au Centre des congrès d'Ottawa au cours des 12 derniers mois.

Notre deuxième année d'exploitation sera à jamais reconnue comme celle où nous avons réellement pris notre envol : toutes les leçons tirées de notre première année d'exploitation (d'ailleurs une année très réussie); la rétroaction positive reçue de nos clients; les améliorations apportées à nos processus de produits et services; les changements positifs apportés à notre structure organisationnelle et les nouveaux membres qui se sont joints à l'équipe du CCO... tous ces événements ont contribué à faire de cette année un succès sur tous les fronts.

Quelques exemples de nos réalisations en cette deuxième année :

- Le taux de satisfaction de la clientèle est passé de 4,0 sur 5 pendant la première année à 4,6 à notre deuxième année
- La satisfaction des collègues est passée de 17,1 sur 24 pendant la première année à 19,2 à notre deuxième année
- Nous avons dépassé notre excédent d'exploitation budgété

- Le nombre de congrès est passé de 40 pendant la première année à 57 lors de la deuxième
- Nous avons conclu des ententes de congrès d'une valeur de 7,2 millions de dollars pour les prochaines années
- Nous avons obtenu la certification Or de l'AIPC (Association Internationale des Palais des Congrès)... nous sommes parmi les 21 centres des congrès dans le monde à détenir une telle certification
- Nous avons obtenu la certification LEED (Leadership in Environmental Engineering & Design) Or pour l'excellence de notre gérance environnementale
- La Société canadienne des directeurs d'association (notre principale source de clientèle pour les congrès) a tenu l'an dernier au CCO un congrès annuel couronné de succès
- Nous avons conclu plusieurs ententes pluriannuelles de congrès annuels
- Plus de 900 cartes « Être la différence » ont été remises à des collègues du CCO pour leur dévouement exceptionnel envers leurs clients
- Nous avons négocié avec succès deux conventions collectives avec notre syndicat, et cela, dans un environnement de restrictions budgétaires

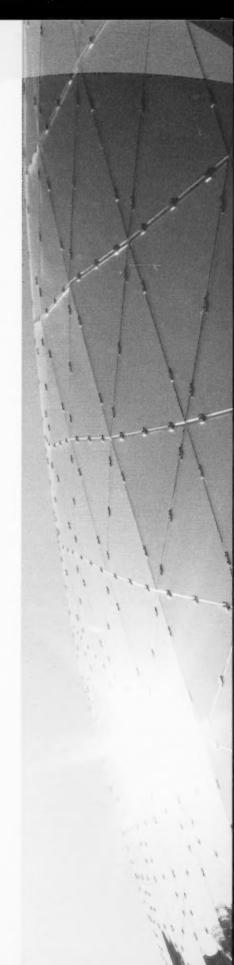
Nos principaux partenaires de service constituent toujours un ingrédient clé permettant d'assurer notre succès. Le CCO et notre partenaire de service des installations ARAMARK continuent d'atteindre de nouveaux sommets, comme en témoignent les taux de satisfaction de la clientèle élevés. En 2012-2013, le CCO et Tourisme Ottawa, avec notre partenaire de service aux installations ARAMARK, ont uni leurs efforts pour organiser, promouvoir et produire un événement client réussi pour l'American Society of Association Executives (ASAE - Société américaine des directeurs d'association) à Dallas pour lequel les participants étalent composés d'acheteurs de congrès et d'association qui avaient exprimé le souhait de se réunir à Ottawa. AVW TELAV, le partenaire de services technologiques de CCO et FREEMAN, notre partenaire de services électriques, de montage et de spectacles continuent de fournir des services et produits de qualité à nos clients.

Alors que nous progressons dans cette troisième année, l'exercice financier 2013-2014, il est toujours aussi important de concentrer nos efforts sur les éléments qui nous ont permis de connaître le succès jusqu'à maintenant et qui nous ont permis de nous bâtir une réputation à titre de fournisseur d'expériences exceptionnelles pour nos clients. Le paysage concurrentiel présente des défis croissants : un grand

nombre de destinations ouvrent de nouveaux centres de congrès et beaucoup d'entre elles cherchent désespérément à attirer la clientèle. Les conditions offertes par nos concurrents aux clients que nous ciblons sont difficiles à égaler financièrement. Cela signifie qu'il est plus important que jamais pour nous de vendre le CCO pour la qualité de l'expérience et de la valeur qu'il offre plutôt que pour ses tarifs peu élevés. Offrir les tarifs les plus économiques ne fait pas partie de notre stratégie. Ce qui nous distingue de la concurrence est le fait que notre vision. « Des gens inspirés créant des événements extraordinaires », est bien plus que de simples mots sur une plaque. Nous l'avons transformé en réalité et cela constitue notre avantage concurrentiel. Et il s'agit d'un avantage concurrentiel durable. Un avantage que nos concurrents ne pourront égaler qu'avec grande difficulté.

En tant que président et chef de la direction, je suis extrêmement fier des réalisations de notre équipe de direction et de nos collègues. J'anticipe avec joie la poursuite de notre collaboration et l'atteinte de nouveaux sommets en cette troisième année.

Patrick Kelly Président





Faits saillants Statistiques 2012-2013

opérationnels d'exploitation 2012-2013

- A la fin de 2012-2013, nous avions confirmé 69 congrès pour les cinq prochaines années, ce qui, lorsqu'ils sont combinés aux 57 congrès tenus en 2012, correspond à des retombées économiques estimées de 286.6 millions de dollars, distribuées parmi les hôtels, les services de transport, les restaurants, les commerces de détail et les trois niveaux de gouvernement.
- Le CCO a hébergé 11 congrès importants en 2012, dont le Congrès conjoint en biologie de l'évolution (« Évolution 2012 ») et la Conférence internationale sur la formation des résidents (CIFR) tenue en octobre par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada. Un congrès important est défini comme comprenant une pointe de 1 000 délégués et rapportant des revenus d'au moins 225 000 \$.
- En mars, le Salon international de l'auto d'Ottawa-Gatineau a fait son retour au CCO, apportant plus de 250 véhicules au centre.
- L'un des événements les plus mémorables de l'année fut le spectacle de « Bill Nye the Science Guy » en mars. Les 5 000 billets du spectacle se sont envolés en deux heures et un grand nombre de personnes ont patienté au froid à l'extérieur pendant 2 h 30 avant l'ouverture des portes.

Nombre de congrès:

57

Nombre de salons professionnels et destinés aux consommateurs:

19

Nombre de colloques :

278

Revenus:

16 123 827 \$

Excédent d'exploitation:

315 826 S

Objectifs de l'organisation

Les objectifs d'entreprise du CCO pour 2012-2013 étaient basés sur quatre initiatives stratégiques : Le propriétaire, le client, le collègue et le partenaire, et la collectivité

Le propriétaire

Nous sommes conscients du rôle important que joue le CCO dans la création d'avantages économiques généraux pour toute la collectivité. Nous tenons donc un système de calcul et de documentation des avantages économiques découlant de nos activités ainsi que de la distribution de ces avantages dans la collectivité.

Les retombées économiques de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 :

- 527 événements
- · 315 300 participants
- 47 000 délégués de congrès provenant de l'extérieur d'Ottawa
- 5 900 membres de personnel représentant plus de 1 500 exposants provenant de l'extérieur.

En 2012, le CCO a tenu 57 congrès et salons qui ont attiré au moins 25 % de participants provenant de l'extérieur de la région d'Ottawa-Gatineau. Cela correspond à plus de 54 400 visiteurs provenant de l'extérieur qui ont injecté des fonds de l'ordre de 101 millions de dollars en dépenses directes dans l'économie d'Ottawa, dont :

- 78 millions de dollars dépensés par les participants
- 16 millions de dollars dépensés par les exposants
- 7 millions de dollars dépensés en frais de production

Ces dépenses directes ont contribué à approximativement 81,5 millions de dollars au PIB d'Ottawa, soutenant environ 1 289 emplois rapportant 53,5 millions de dollars en revenus d'emploi. Cela comprend les 36 millions de dollars en revenus d'emploi dérivés des 981 emplois soutenus directement par les événements et activités du CCO.

Nous sommes venus très près d'atteindre notre objectif de revenus bruts de 16,2 millions de dollars. Toutefois, en terminant l'année avec un rythme de réservation de 7,438 millions de dollars, notre objectif de 9,542 millions de dollars est demeuré hors de portée. Le CCO continuera à rechercher des ententes pluriannuelles afin d'améliorer ce résultat au cours des prochaines années. En 2012-2013, notre bénéfice net d'exploitation de 315 826 \$ est de loin supérieur à notre objectif, qui était fixé à 86 000 \$.

Résultats:

- Revenus bruts: 16,124 millions de dollars
- Profit net d'exploitation : 315 826 \$
- Pertes d'exploitation (après intérêts) : 1 648 748 \$
- Taux de réservation : 7,438 millions de dollars

Le client

Le CCO reconnaît l'importance primordiale de la satisfaction du client et reflète cette réalité au moyen de systèmes et de procédures qui assurent un service à la clientèle de qualité supérieure, dès le contact initial et jusqu'à la facturation finale.

À la fin de notre deuxième année d'exploitation, nos résultats de satisfaction de la clientèle ont atteint de nouveaux sommets, dépassant les objectifs les plus rigoureux que nous nous étions fixés. Nous avons obtenu un taux de satisfaction général de 4,6/5, ce qui constitue une amélioration par rapport au résultat de 4,1 de l'an dernier. Les taux de participation et de service à la clientèle s'établissent respectivement à 46 % et à 4,7 sur 5, dépassant tous deux les taux de 45 % et 4,3 sur 5 obtenus l'an dernier. Les clients ont également mentionné que la qualité et la présentation des aliments étaient de première qualité en leur accordant une note de 94 %. Merci au chef Morden et à son équipe créative dans la cuisine! Avant la grande réouverture, nous nous étions fixé comme objectif l'obtention du prix APEX en 2016. Ce prix est remis au meilleur centre de congrès dans le monde. Avec les taux de satisfaction de la clientèle obtenus, nous sommes en voie d'atteindre cet objectif. Toutefois, nous reconnaissons l'importance que nous devons accorder à l'amélioration continuelle de nos processus de ventes et d'événements.

Collègues et partenaires

Le CCO est conscient de l'importance primordiale de l'excellence des collègues et des partenaires pour la prestation d'une expérience d'événement de qualité supérieure. Nous mettrons au point et nous gérerons un programme officiel pour recruter, maintenir en fonction, reconnaître et former des collègues pour tous les secteurs clés de l'organisation et maintenir des relations positives et de soutien mutuel avec nos partenaires.

Au moment de la réouverture de l'an dernier, nous avons conçu et mis en œuvre un sondage sur la satisfaction à l'égard des collègues. On répond à ce sondage au 4° trimestre chaque année. Notre objectif en 2012-2013 était d'atteindre un taux de participation d'au moins 50 % et d'obtenir un résultat général de 19,5 sur 24. Nous sommes heureux du taux de participation de 54 %, mais le résultat de 19,18 n'a pas permis d'atteindre notre objectif. Toutefois, ce résultat général s'avère une amélioration marquée par rapport au résultat de 17,1 obtenu l'an dernier.

En cette période de compressions budgétaires gouvernementales et de ralentissement économique, nous avons atteint notre objectif visant la négociation de nos deux conventions collectives en 2012-2013. Les deux conventions ont été ratifiées pour une période d'une année.

Le CCO continue de profiter de partenariats rentables avec nos partenaires de service qui offrent à notre clientèle des produits et services d'avantgarde et polyvalents. Nos sondages continus pour les clients et les réunions après chaque congrès nous fournissent des réponses favorables de la part des clients, qui mentionnent vouloir revenir et recommander le CCO à leurs collègues. Notre programme nouvellement établi visant à maintenir notre compétitivité en matière de tarification et services avec nos partenaires de service est maintenant mis en œuvre. Nous sommes sûrs que cela pourra assurer un produit à prix concurrentiel à long terme.

La collectivité

Le CCO est conscient des rôles de soutien mutuels que jouent l'organisation et la collectivité pour améliorer l'expérience d'événement de nos clients. À cet égard, nous faisons preuve d'une responsabilité organisationnelle permanente et nous maintenons des rapports positifs avec la collectivité.

En nous appuyant sur l'objectif de l'an dernier visant à mettre le nouveau bâtiment en valeur, nous continuons à offrir des visites bimestrielles du centre et à organiser des visites guidées pour des groupes du milieu universitaire, gouvernemental et public.

Nous avons dépassé notre objectif relativement à l'obtention de la certification LEED Argent en obtenant en janvier 2013 la certification LEED Or du Conseil du bâtiment durable du Canada. L'engagement du CCO envers les pratiques durables a commencé dès la construction et il fait partie intégrante de tous les aspects de l'exploitation de nos activités. Après deux années complètes d'exploitation, nous possédons désormais suffisamment de données pour définir un objectif à l'égard du réacheminement des dêchets, qui sera compris dans notre plan 2013-2014.

C'est toujours avec plaisir que la direction générale du CCO continue à offrir son soutien et sa participation aux programmes d'études locaux en hôtellerie. La direction du CCO siège au conseil consultatif du programme en hôtellerie du Algonquin College ainsi qu'au programme de gestion hôtelière et de restaurant de La Cité collégiale.





Vision

Des gens inspirés créant des événements extraordinaires.

Mandat économique

Le Centre des congrès d'Ottawa est exploité de manière rentable et il génère des retombées économiques positives pour la région de la capitale nationale, la province de l'Ontario et pour ses partenaires du secteur.





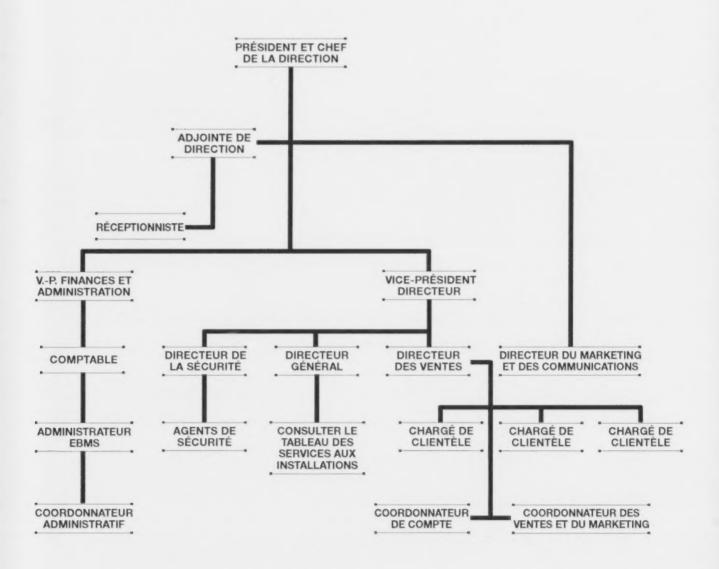
Notre but fondamental

Nous sommes le Lieu de rencontre du Canada. Le Centre des congrès d'Ottawa procure, dans notre capitale, un endroit où des Canadiens et des clients du monde entier se réunissent pour apprendre et s'épanouir en mettant en commun leurs connaissances, leurs opinions et leurs pratiques.

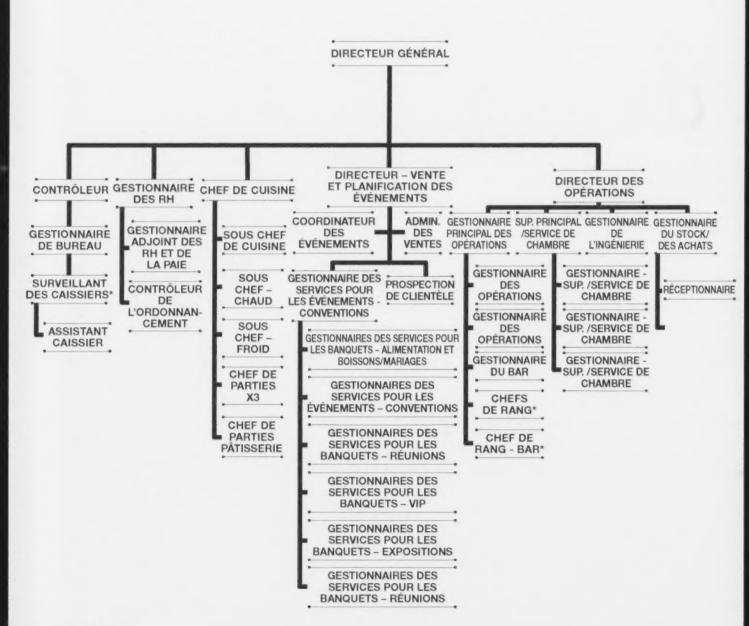


As Agrees of the 1 12 organism or

Organigramme du Centre des congrès d'Ottawa 2012-13



CCO – Organigramme des services de l'installation 2012-13



Société du Centre des Congrès d'Ottawa États financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013



Le 21 juin 2013

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de Société du Centre des Congrès d'Ottawa/Ottawa Convention Centre Corporation

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du Centre des Congrès d'Ottawa/Ottawa Convention Centre Corporation, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du Centre des Congrès d'Ottawa/Ottawa Convention Centre Corporation au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de son exploitation, de l'évolution de ses actifs nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Informations comparatives

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 3 des états financiers, qui explique que la Société du Centre des Congrès d'Ottawa/Ottawa Convention Centre Corporation a adopté les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, y compris les normes comptables s'appliquant aux organismes gouvernementaux sans but lucratif, le 1er avril 2012, la date de transition étant le 1er avril 2011. La direction a appliqué rétrospectivement ces normes aux informations comparatives incluses dans ces états financiers, y compris les états de la situation financière au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2012, ainsi que les informations connexes. Nous n'avions pas pour mission de délivrer un rapport sur les informations comparatives retraitées, qui n'ont donc pas été auditées.

Comptables agréés, experts comptables autorisés

État de la situation financière

	31 mars 2013 \$	31 mars 2012 \$	1 ^{et} avril 2011 \$
		(non audité) (après retraitement – note 3)	(non audité) (après retraitement – note 3)
Actif			
Court terme Trésorerie	1 695 939	3 324 256	2 925 726
Débiteurs	506 460	1 297 568	2 835 736 1 367 209
Frais payés d'avance	85 437	87 438	18 074
	2 287 836	4 709 262	4 221 019
Immobilisations corporelles (note 4)	171 192 580	175 936 970	160 327 805
	173 480 416	180 646 232	164 548 824
Passif et Actifs Nets			
Court terme			0.000.000
Emprunts à payer Créditeurs et charges à payer	1 893 488	3 273 919	6 000 000 6 503 386
Revenus reportés et dépôts	1 953 218	1 601 837	1 042 098
Portion de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 5)	128 170	122 331	_
	3 974 876	4 998 087	13 545 484
Retenue de garantie sur les immobilisations corporelles en			
Cours Devenue reportée et dépête	366 679	251 500	14 216 973
Revenus reportés et dépôts Dette à long terme (note 5)	43 195 094	266 473 42 237 824	140 000
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	10 100 001	12 20, 02.	
(note 6)	116 674 704	119 887 635	120 137 970
	164 211 353	167 641 519	148 040 427
Actifs nets	9 269 063	13 004 713	16 508 397
	173 480 416	180 646 232	164 548 824
Engagements (note 10)			
Approuvé par le Conseil,			
, administrateur			_, administrateur

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

État des résultats

Exercice clos le 31 mars 2013

	2013	2012 \$ (non audité) (après retraitement – note 3)
Revenus		
Nourriture et boissons	10 433 710	10 163 145
Location de salles	3 822 822	3 272 212
Commissions	1 547 795	1 461 726
Publicité	222 751 65 724	181 835
Autres Intérêts gagnés	31 025	108 086 31 232
	16 123 827	15 218 236
Charges (note 7)		
Frais directs	7 582 551	7 201 441
Frais des installations	5 500 524	4 829 587
Frais de vente et d'administration et frais généraux	2 724 926	3 180 455
	15 808 001	15 211 483
Excédent des revenus sur les charges avant les éléments ci-dessous	315 826	6 753
Intérêts sur la dette à long terme	(1 964 574)	(1 210 577)
Intérêts sur les emprunts à payer	-	(254 713)
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations		
corporelles	3 212 931	3 212 931
Amortissement des immobilisations corporelles	(5 299 833)	(5 258 078)
Excédent des charges sur les revenus pour l'exercice	(3 735 650)	(3 503 684)

État de l'évolution des actifs nets

Exercice clos le 31 mars 2013

	2013	2012 \$ (non audité) (après retraitement – note 3)
Actifs nets à l'ouverture de l'exercice	13 004 713	16 508 397
Excédent des charges sur les revenus pour l'exercice	(3 735 650)	(3 503 684)
Actifs nets à la clôture de l'exercice	9 269 063	13 004 713

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2013

	2013	2012 \$ (non audité) (après retraitement – note 3)
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités d'exploitation Excédent des charges sur les revenus pour l'exercice Éléments sans effet sur la trésorerie –	(3 735 650)	(3 503 684)
Amortissement des immobilisations corporelles Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles Capitalisation des intérêts sur la dette à long terme	5 299 833 (3 212 931) 1 085 440	5 258 078 (3 212 931)
Projet de redéveloppement Apports afférents au projet de redéveloppement	-	100 903 (37 403)
	(563 308)	(1 395 037)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 8)	(135 735)	(2 542 978)
	(699 043)	(3 938 015)
Activités d'investissement Acquisition d'immobilisations corporelles Diminution de la retenue de garantie sur les immobilisations corporelles en	(555 443)	(20 867 243)
cours Projet de redéveloppement	(251 500)	(13 965 473) (100 903)
	(806 943)	(34 933 619)
Activités de financement Remboursement des emprunts à payer Émission de titres d'emprunt à long terme Remboursement de la dette à long terme Apports afférents aux immobilisations corporelles Apports afférents au projet de redéveloppement	(122 331)	(6 000 000) 42 486 236 (126 081) 2 962 596 37 403
	(122 331)	39 360 154
Augmentation (diminution) de la trésorerie au cours de l'exercice	(1 628 317)	488 520
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	3 324 256	2 835 736
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 695 939	3 324 256
Information supplémentaire Intérêts payés	1 976 469	1 352 048

Notes annexes

31 mars 2013

1 Nature des activités

La Société du Centre des Congrès d'Ottawa/Ottawa Convention Centre Corporation (le « Centre ») a été constituée en société en vertu d'une loi spéciale de la province d'Ontario. Le Centre a pour mandat d'exploiter, d'entretenir et de gérer un centre de congrès de classe internationale dans la ville d'Ottawa, de façon à promouvoir et à développer le tourisme et le commerce en Ontario. Le Centre est exonéré d'impôts sur le revenu.

2 Sommaire des principales méthodes comptables

Mode de présentation

Les états financiers de la Société du Centre des Congrès d'Ottawa/Ottawa Convention Centre Corporation sont établis conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, y compris les normes comptables s'appliquant aux organismes gouvernementaux sans but lucratif.

Constatation des revenus

Les revenus provenant de la nourriture, des boissons, de la location de salles et autres sont constatés lorsque les biens ou les services sont fournis aux clients. Les revenus de publicité sont constatés au courant de l'exercice où la publicité est fournie au client. Les revenus de commissions sont constatés au courant de l'exercice où l'événement relié a lieu.

Le Centre suit la méthode du report pour la comptabilisation des apports. Les apports grevés d'une affectation sont constatés en tant que revenus au cours de l'exercice où sont comptabilisées les charges auxquelles ils ont été affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou sont à recevoir si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et qu'il est raisonnable de croire que son encaissement est assuré.

Apports reçus sous forme de matériel et services

De temps à autre, le Centre reçoit du matériel et des services. Étant donné que ces apports en matériel et services n'auraient pas été acquis dans le cours normal par le Centre ou que leur juste valeur ne peut pas être raisonnablement estimée, les apports en matériel et services n'ont pas été constatés dans ces états financiers.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public oblige la direction à faire des estimations et à formuler des hypothèses qui influent sur les montants constatés de l'actif et du passif et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants constatés des revenus et des charges de la période considérée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Notes annexes 31 mars 2013

Les estimations significatives faites lors de la préparation de ces états financiers comprennent la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les revenus de commissions. De par leur nature, ces montants sont sujets à une incertitude relative à la mesure, et l'incidence sur les états financiers de changements futurs apportés à ces estimations pourrait être importante.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements. L'amortissement est établi selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative des diverses catégories d'actifs, à l'exception de l'année d'acquisition où l'amortissement de l'actif est comptabilisé au prorata sur la base du trimestre de son acquisition. L'amortissement se calcule comme suit :

Bâtiment40 ans linéaireLogiciels5 ans linéaireMobilier, matériel et agencement10 ans linéaireRéseau technologique15 ans linéaire

Le Centre soumet ses actifs à long terme à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif n'a plus de potentiel d'utilisation à long terme pour le Centre. La perte de valeur, s'il en est, correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la valeur résiduelle. Les pertes de valeur ne sont pas reprises au cours de périodes ultérieures.

Emprunts à payer

Le Centre disposait d'une facilité de crédit à terme renouvelable qui lui avait été consentie par une banque commerciale sous la forme de prêts portant intérêt à un taux fondé sur le taux préférentiel ou d'acceptations bancaires à 30, 60 ou 90 jours. Le Centre ne dispose plus de cette facilité de crédit.

Revenus reportés et dépôts

Les revenus reportés et dépôts représentent les montants versés d'avance par des clients pour des services qui seront rendus au cours de période : ultérieures.

Retenue de garantie sur les immobilisations corporelles en cours

Ces montants représentent les retenues de garantie contractuelles au titre des coûts de construction engagés relativement aux installations du Centre. Le paiement de ces montants a été effectué au cours de l'exercice 2013, au moment de l'achèvement des travaux de construction.

Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles

Les apports reportés représentent les montants qui ont été reçus de divers paliers du gouvernement et d'un des principaux associés du Centre et qui seront affectés à la construction et à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Notes annexes

31 mars 2013

Les apports reportés sont constatés comme revenus selon la même méthode que l'amortissement des immobilisations corporelles.

Avantages sociaux futurs

Tous les employés à temps plein du Centre peuvent adhérer au régime de retraite à cotisations déterminées du Centre. En vertu de ce régime, les employés reçoivent, au moment de leur retraite ou à la fin de leur contrat de travail, des prestations de retraite d'un montant correspondant aux cotisations cumulées qu'ils ont versées et que le Centre a versées en leur faveur, majoré de tout revenu provenant du placement de ces cotisations. Les cotisations que doit verser le Centre sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'employé fournit les services.

Au cours de l'exercice, le Centre a comptabilisé une charge de 73 788 \$ (71 080 \$ en 2012) au titre de cotisations versées au régime de retraite à cotisations déterminées, qui est comprise dans les frais de vente et d'administration et frais généraux.

Instruments financiers

Les instruments financiers du Centre se composent de la trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, de la retenue de garantie sur les immobilisations corporelles en cours et de la dette à long terme.

Le Centre a classé ses instruments financiers comme suit :

Actif/passif

Trésorerie

Débiteurs

Créditeurs et charges à payer

Retenue de garantie sur les immobilisations corporelles en cours

Dette à long terme

Évaluation

Juste valeur

Coût après amortissement

Coût après amortissement

Coût après amortissement

Coût après amortissement

La valeur comptable de ces actifs financiers et passifs financiers correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire.

3 Transition aux normes comptables canadiennes pour le secteur public

Le Centre a adopté les Normes comptables canadiennes pour le secteur public pour son exercice 2013. Il s'agit donc des premiers états financiers du Centre établis conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le Centre a choisi d'appliquer uniquement les Normes comptables canadiennes pour le secteur public qui s'appliquent aux organismes gouvernementaux sans but lucratif.

L'incidence de la transition aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public sur le montant cumulé des actifs nets à la date de transition, le 1^{er} avril 2011, ainsi que les données comparatives se rapportant à l'excédent des charges sur les revenus sont présentées ci-après. Ces modifications comptables ont été appliquées rétrospectivement, avec retraitement des chiffres des périodes précédentes, sauf en ce qui concerne

Notes annexes

31 mars 2013

les normes comptables énoncées dans le chapitre SP 3450, *Instruments financiers*, puisque ce chapitre ne permet pas l'application rétrospective.

Le Centre n'a pas présenté d'état des gains et des pertes de réévaluation, du fait qu'il n'existe aucun actif financier ni passif financier libellé en monnaies étrangères ou évalué à la juste valeur (autre que la trésorerie) dont la valeur a varié d'une manière nécessitant la présentation d'un état distinct des gains et des pertes de réévaluation.

La transition aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public n'a eu aucune incidence importante sur l'état des flux de trésorerie, puisqu'elle n'a entraîné aucune modification du montant des rentrées nettes ou des sorties nettes liées à chaque sous-catégorie (activités d'exploitation, activités d'investissement et activités de financement).

Les modifications suivantes ont été apportées par suite de l'adoption des Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

a) État de la situation financière

L'incidence de la transition sur l'état de la situation financière se présente comme suit :

	1 ^{er} avril 2011 \$ (non audité)
Frais reportés – montant présenté antérieurement Décomptabilisation des frais reportés i)	1 205 049 (1 205 049)
Frais reportés – montant retraité	
	1 ^{er} avril 2011 \$ (non audité)
Apports reportés afférents aux frais reportés – montant présenté antérieurement Décomptabilisation des apports reportés afférents aux frais reportés ii)	512 032 (512 032)
Apports reportés afférents aux frais reportés – montant retraité	

Notes annexes

31 mars 2013

b)

c)

			31 mars 2012 \$ (non audité)
	Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles – montant prantérieurement Ajustement de la période d'amortissement des apports reportés afférent immobilisations corporelles iii)		119 817 4 02 70 233
	Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles – montant re	etraité	119 887 635
)	État des résultats		
	L'incidence de la transition sur l'état des résultats se présente comm	e suit :	
			Exercice clos le 31 mars 2012 \$ (non audité)
	Excédent des charges sur les revenus pour l'exercice – montant préser Ajustement de l'excédent des charges sur les revenus pour l'exercice – Transition aux Normes comptables canadiennes pour le secteur p Frais reportés i) Apports reportés afférents aux frais reportés ii) Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles iii)	ublic	(4 126 468) 1 205 049 (512 032) (70 233)
	Excédent des charges sur les revenus pour l'exercice – montant retraite	é	(3 503 684)
,	Montant cumulé des actifs nets		
	L'incidence de la transition sur les actifs nets se présente comme sui	t:	
		31 mars 2012 \$ (non audité)	1 ^{er} avril 2011 \$ (non audité)
	Montant cumulé des actifs nets – montant présenté antérieurement Ajustement du montant cumulé des actifs nets – Transition aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public	13 074 946	17 201 414
	Frais reportés i) Apports reportés afférents aux frais reportés ii) Apports reportés afférents aux immobilisations	-	(1 205 049) 512 032
	corporelles iii)	(70 233)	_
	Actifs nets – montant retraité	13 004 713	16 508 397

Notes annexes

31 mars 2013

- i) Le Centre a décomptabilisé de manière rétrospective les frais reportés qui représentent des coûts de pré-exploitation liés au projet de redéveloppement. Ces frais reportés ont été comptabilisés selon le référentiel comptable antérieur du Centre, mais ils ne répondent pas à la définition d'un actif selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.
 - Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, des frais de 100 903 \$ liés au projet de redéveloppement ont été engagés et passés en charges conformément aux méthodes comptables qu'appliquait le Centre en vertu de son référentiel comptable antérieur. Lors de la transition aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ces frais ont été reclassés dans les frais de vente et d'administration et frais généraux.
- ii) Le Centre a décomptabilisé de manière rétrospective les apports reportés afférents aux frais reportés se rapportant au projet de redéveloppement. Ces apports reportés ont été comptabilisés selon le référentiel comptable antérieur du Centre, en même temps que les frais reportés connexes. En raison de la décomptabilisation des frais reportés qui a résulté de la transition, les apports reportés ont également été décomptabilisés, conformément aux méthodes comptables suivies par le Centre pour la constatation des revenus.
 - Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, des apports afférents aux frais reportés de 37 403 \$ se rapportant au projet de redéveloppement ont été reçus et comptabilisés dans la même année conformément aux méthodes comptables qu'appliquait le Centre en vertu de son référentiel comptable antérieur. Lors de la transition aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ces apports ont été reclassés dans les autres revenus.
- iii) Par suite de la transition aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, le Centre a ajusté rétrospectivement la période d'amortissement de certains apports reportés afférents aux immobilisations corporelles, la faisant passer de 10 ans à 15 ans.

4 Immobilisations corporelles

		2013
Coût \$	Cumul des amortissements \$	Valeur comptable nette \$
170 101 708	8 505 085	161 596 623
274 577	184 270	90 307
8 271 836	1 666 107	6 605 729
2 476 912	330 254	2 146 658
753 263	-	753 263
181 878 296	10 685 716	171 192 580

Notes annexes 31 mars 2013

	Coût \$	Cumul des amortissements \$	Valeur comptable nette
Bâtiment	169 833 716	4 245 843	165 587 873
Logiciels	274 577	134 592	139 985
Mobilier, matériel et agencement	7 984 385	840 321	7 144 064
Réseau technologique	2 476 912	165 127	2 311 785
Terrain	753 263	_	753 263
	181 322 853	5 385 883	175 936 970

5 Dette à long terme

Le 2 novembre 2012, le Centre a obtenu qu'une modification soit apportée à l'entente de financement conclue avec l'Office ontarien de financement et s'est ainsi vu accorder un congé de paiement à l'égard de l'emprunt concerné pour une période de cinq ans, durant laquelle les intérêts continueront de s'accumuler. Le Centre doit recommencer à verser les paiements d'intérêts et de capital en septembre 2018, en fonction d'un tableau d'amortissement de l'emprunt rajusté.

	2013 \$	2012 \$ (non audité)
Emprunt à l'Office ontarien de financement, portant intérêt à un taux correspondant au coût des fonds du gouvernement de l'Ontario majoré de 0,525 % (0,525 % en 2012), les intérêts étant calculés annuellement, y compris des intérêts capitalisés de 1 085 440 \$ (néant en 2012). Au 31 mars 2013, le taux d'intérêt s'établissait à 4,7 % (4,7 % en 2012).	41 085 440	40 000 000
Dette liée à l'acquisition du réseau technologique, portant intérêt à un taux annuel de 4,7 % et prévoyant des versements mensuels de capital et d'intérêts de 19 167 \$ (19 167 \$ en 2012) d'avril 2011 à mars 2026.	2 237 824	2 360 155
	43 323 264	42 360 155
Moins : portion échéant au cours du prochain exercice	128 170	122 331
	43 195 094	42 237 824

Notes annexes

31 mars 2013

Les emprunts à long terme, à l'exclusion de l'emprunt à l'Office ontarien de financement, viennent à échéance au cours des cinq prochaines années, comme suit :

128 170
134 288
140 698
147 414
154 451

6 Apports reportés

	2013	2012 \$ (non audité) (après retraitement – note 3)
Solde à l'ouverture de l'exercice Apports reçus	119 887 635	120 137 970 2 962 596
Amortissement Solde à la clôture de l'exercice	(3 212 931) 116 674 704	(3 212 931) 119 887 635

7 Charges

Le tableau suivant présente les charges par fonction :

	2013	2012
	\$	\$
		(non audité)
		(après
		retraitement
		- note 3)
Frais directs	7 582 551	7 201 441
Frais des installations	10 800 357	10 087 665
Frais de vente et d'administration et frais généraux	2 724 926	3 180 455
Frais de financement	1 964 574	1 465 290
	23 072 408	21 934 851

Notes annexes

31 mars 2013

Le classement des charges par fonction présenté ci-dessus ne tient pas compte de l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles, ceux-ci étant considérés comme des revenus selon les méthodes comptables du Centre décrites à la note 2.

8 Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement représente la variation des actifs et des passifs à court terme, comme suit :

	2013	2012 \$ (non audité)
Débiteurs	791 108	69 641
Frais payés d'avance	2 001	(69 364)
Créditeurs et charges à payer	(1 380 431)	(3 229 467)
Revenus reportés et dépôts – court terme	351 381	559 739
Revenus reportés et dépôts – long terme	100 206	126 473
	(135 735)	(2 542 978)

9 Instruments financiers et gestion des risques

Les données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur des instruments financiers sont classées selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 Prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 Données fondées sur le marché autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement;
- Niveau 3 Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché; les hypothèses sont fondées sur les meilleures informations internes et externes disponibles et elles constituent les hypothèses les plus appropriées, compte tenu du type d'instrument financier évalué, pour déterminer quel aurait été le prix de transaction à la date d'évaluation dans des conditions normales de marché.

La trésorerie, qui représente le seul instrument financier évalué à la juste valeur, a été évaluée comme un instrument financier de niveau 1.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque d'une perte découlant du manquement d'une contrepartie à ses obligations contractuelles envers le Centre. Les politiques de réservation du Centre sont conçues pour minimiser les sommes dues par les clients à la fin de leur événement et ainsi, réduire leur exposition au risque de crédit. De plus, la direction du Centre révise régulièrement la solvabilité de sa clientèle et dispose de

Notes annexes

31 mars 2013

politiques de recouvrement qui semblent suffisantes pour minimiser les pertes dans ce domaine. Le Centre estime que ses débiteurs ne posent pas de risque significatif de crédit.

Au 31 mars 2013, selon la date de facturation, les débiteurs suivants étaient en souffrance mais n'étaient pas considérés comme dépréciés.

	De 31 à	De 61 à	De 91 à	Plus de
	60 jours	90 jours	120 jours	120 jours
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	_	_	_	1 000

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Centre éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Le Centre est exposé à ce risque principalement par la dette à long terme. Au 31 mars 2013, le Centre était en conformité avec les exigences de l'emprunt et était en mesure de s'acquitter de ses obligations. En novembre 2012, le Centre a renégocié avec succès sa convention de prêt à long terme conclue avec l'Office ontarien de financement (note 5), de sorte qu'il prévoit continuer à respecter les clauses restrictives d'emprunt et être en mesure de s'acquitter de ses obligations pour l'exercice 2014 et par la suite.

Le tableau qui suit présente le classement par échéance des passifs financiers du Centre au 31 mars 2013 :

	Au plus 6 mois \$	Entre 6 mois et 1 an \$	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans \$	Total
Créditeurs et charges à payer Dette à long terme (à l'exclusion des intérêts	1 833 363	5 010	27 558	27 557	1 893 488
non capitalisés)	63 338	64 832	738 676	42 456 418 ¹⁾	43 323 264
	1 896 701	69 842	766 234	42 483 975	45 216 752

Omme le Centre a renégocié sa convention de prêt, aucun paiement n'est requis avant septembre 2018. Le montant de la dette à long terme échéant dans plus de cinq ans tient compte de la charge d'intérêts qui a été capitalisée dans la dette à long terme.

Notes annexes

31 mars 2013

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'effet des fluctuations des taux d'intérêt du marché sur la juste valeur des instruments financiers ou des flux de trésorerie afférents à ces instruments. Le Centre détient un emprunt de 40 000 000 \$ (40 000 000 \$ en 2012) portant intérêt au coût des fonds du gouvernement de l'Ontario plus 0,525 % annuellement (note 5). La direction estime que le Centre ne s'expose pas à un risque significatif de taux d'intérêt.

Au 31 mars 2013, l'exposition totale du Centre au risque de taux d'intérêt s'établissait à 40 000 000 \$. Le Centre estime qu'une augmentation ou une diminution de 1 % du taux d'intérêt sur la dette à long terme, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, entraînerait une augmentation ou une diminution des actifs nets d'environ 400 000 \$. Dans les faits, les résultats réels peuvent différer de cette analyse de sensibilité et l'écart peut être important.

Financement disponible

Le Centre dispose d'une marge de crédit inutilisée de 5 000 000 \$ (5 000 000 \$ en 2012) jusqu'en mars 2016. La marge porte intérêt au taux préférentiel.

Analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité présentée dans cette note doit être utilisée avec prudence, puisque les variations sont hypothétiques et ne constituent pas une prévision du rendement futur. Les sensibilités ci-dessus ont été calculées en fonction des soldes de clôture de l'exercice et varieront par suite des fluctuations des soldes au cours des périodes à venir. De plus, pour les besoins de l'analyse de sensibilité, l'incidence de la variation d'une hypothèse donnée sur la juste valeur des instruments financiers a été mesurée sans égard aux variations possibles d'autres hypothèses. Toutefois, les variations réelles d'un facteur donné pourraient entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence sur la juste valeur de l'instrument financier.

10 Engagements

Le Centre a conclu des contrats de services pour les installations et la technologie relatifs aux opérations du nouveau Centre, les deux échéant en 2026. Selon le contrat de services pour les installations, parmi d'autres termes, le Centre paiera des frais de gestion de 210 000 \$ (200 000 \$ en 2012) avec des hausses annuelles de 10 000 \$ par la suite. Selon le contrat de services pour la technologie, le Centre fera des paiements annuels de 284 000 \$ (276 000 \$ en 2012) se rapportant au contrat de services courant. Tous les montants excluent les taxes applicables.

11 Gestion du capital

Sur le plan de la gestion du capital, le Centre a pour objectif de maintenir sa capacité de fonctionnement afin d'exécuter son mandat d'exploiter une installation de congrès de classe mondiale. La structure du capital du Centre se compose de ses actifs nets et de ses apports reportés afférents aux immobilisations corporelles. En matière de gestion de la structure du capital, le Centre vise à garantir l'accès à un flux de trésorerie suffisant pour poursuivre ses activités et remplir ses obligations d'emprunt à l'Office ontarien de financement.